

[Visualiser la page source de l'article](#)

Les professionnels renvoient l'administration à ses choix

agenda

Les professionnels renvoient l'administration à ses choix,

L'Indre compte vingt-cinq sociétés d'ambulances. Christian Menzato, directeur général des ambulances Métivier de Valençay et vice-président de la Chambre nationale des services d'ambulance (CNSA), assure que la « garde des ambulanciers sur le département permet de répondre aux besoins qualitatifs et quantitatifs urgents, en journée ».

Mais en dehors de ces « gardes structurées », les entreprises « manquent de moyens économiques et humains » pour proposer une organisation semblable « sur les autres types de transport programmés » soumis à prescription médicale.

La problématique de la nuit ajoute encore à la difficulté.

« On rencontre les mêmes problèmes de recrutements que les autres professionnels de santé, a fortiori pour du travail de nuit. Et l'ARS n'a pas souhaité mettre en place un service dont la rémunération est supportable économiquement pour nos entreprises. »

Sur ce point, le professionnel pointe une question de choix des pouvoirs publics.

« Ce n'est pas aux entreprises sanitaires privées de définir les besoins de la population et des moyens à mettre en face, c'est à

l'administration de le faire », relève Christian Menzato qui donne en exemple une expérimentation en cours depuis quelques mois en Indre-et-Loire, à l'initiative de l'ARS, pour du transport assis vers des communes de la périphérie de Tours.

« De 20h à minuit, des véhicules sanitaires légers peuvent être sollicités pour permettre aux personnes autorisées à sortir des urgences, de rentrer chez elles. » Cette expérience doit s'achever d'ici l'été. « Il conviendra d'en regarder ses effets avant d'envisager un déploiement sur d'autres territoires de la région », annonce Christophe Lugnot, chef de cabinet de la directrice de l'ARS.

Le représentant de la CNSA plaide aussi pour réorganiser le parcours de soins.

« Si on regarde le problème par le prisme du transporteur, on peut se dire que c'est juste une question de manque d'ambulances.

Or, il faudrait considérer la chaîne sanitaire dans son ensemble : on pourrait rationaliser les horaires de sortie des patients.

Cette logique, qui nous échappe, finit parfois par conduire au fait qu'il vaut mieux économiquement laisser quelqu'un à l'hôpital quelques heures de plus, plutôt que de financer un transport sanitaire. »